

**Assemblée générale**

Distr. générale  
29 février 2012  
Français  
Original: anglais

---

**Conseil des droits de l'homme**  
**Groupe de travail sur la détention arbitraire**

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention  
arbitraire à sa soixante et unième session,  
29 août-2 septembre 2011**

**N° 48/2011 (Indonésie)**

**Communication adressée au Gouvernement le 25 mai 2011**

**Concernant: Filep Jacob Samuel Karma (ci-après M. Karma)**

**L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.**

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

### Informations reçues

#### *Communication émanant de la source*

3. Filep Jacob Samuel Karma est un ressortissant indonésien qui réside habituellement dans la ville de Jayapura. Ancien fonctionnaire du Ministère indonésien de l'éducation et de la formation, il est militant des droits de l'homme.

4. En juillet 1998, M. Karma a participé à une cérémonie de lever de drapeau dans sa ville natale de Biak, et a été blessé aux jambes par des balles en caoutchouc tirées par des membres de l'armée indonésienne. Il a été arrêté puis accusé de sédition et déclaré coupable de ce chef. Il a été condamné à six ans et demi d'emprisonnement. Le 20 novembre 1999, il a été libéré en appel après avoir purgé un an et demi de prison.

5. Le 1<sup>er</sup> décembre 2004, M. Karma a été arrêté par la police nationale à Trikora Field, à Abepura, dans la province de Papouasie, alors qu'il organisait une cérémonie célébrant l'indépendance vis-à-vis des Pays-Bas, et y participait. Plusieurs centaines de Papous s'étaient ainsi rassemblés, et avaient scandé le mot «liberté», chanté un hymne rejetant le statut d'autonomie spéciale de la province de Papouasie et brandi le drapeau Morning Star, symbole de l'indépendance de la Papouasie. La police ayant tenté de confisquer le drapeau et de disperser le rassemblement, les participants ont protesté en lançant des bouts de bois, des pierres et des bouteilles. La police a alors riposté en tirant sur la foule. M. Karma a été arrêté parmi d'autres personnes. Aucun mandat ne lui a été présenté lors de son arrestation.

6. Le 2 décembre 2004, le procureur du district de Jayapura a accusé M. Karma d'infractions aux articles 106, 110, 154 et 155 du Code pénal indonésien (KUHP). Il a requis cinq ans de prison à l'encontre de M. Karma.

7. Selon la source, M. Karma aurait d'abord été détenu au poste de police de Jayapura pendant son procès en 2005. Il aurait ensuite été transféré à la prison d'Abepura en milieu d'année. En décembre 2010, il aurait été à nouveau transféré au poste de police de Jayapura. Le 7 mars 2011, il aurait été renvoyé à la prison d'Abepura.

8. Le 26 mai 2005, le tribunal de district de Jayapura a déclaré M. Karma coupable de sédition et de conspiration en vue de sédition, ainsi que d'infractions à l'ordre public (affaire n° 21/PID/2005/PT.JPR, 11 juillet 2005). Il a été condamné à quinze ans d'emprisonnement, une peine trois fois supérieure à celle réclamée par le procureur. La Haute Cour de Jayapura et la Cour suprême indonésienne ont confirmé le verdict le 11 juillet 2005 et le 27 octobre 2005, respectivement.

9. Selon la source, la détention de M. Karma est contraire aux droits que lui confère la Constitution indonésienne. Aux termes de l'article 28 e) de la Constitution, «chacun jouit de la liberté de pensée et de conscience, et a le droit d'exprimer ses convictions». Toujours selon cette disposition, «chacun est libre de s'associer, de se réunir avec d'autres et d'exprimer ses opinions». Aux termes de l'article 28 i), paragraphe 1, «le droit à la vie et le droit de ne pas être soumis à la torture, la liberté de pensée et de conscience, la liberté de religion, le droit de ne pas être tenu en esclavage, celui d'être traité comme une personne

devant la loi et celui de ne pas être poursuivi sur la base de textes rétroactifs, sont des droits de l'homme fondamentaux auxquels il ne saurait être dérogé en nulle circonstance».

10. La source renvoie à la décision n° 6/PUU-V/2007 du 17 juillet 2007, dans laquelle la Cour constitutionnelle indonésienne a jugé que les articles 154 et 155 du Code pénal – sur la base desquels M. Karma a été accusé – sont contraires à la Constitution et par conséquent dépourvus d'effet juridique.

11. Toujours selon la source, l'acte consistant à lever le drapeau Morning Star relève de la liberté d'expression: le drapeau est un symbole que les Papous utilisent pour célébrer leur indépendance vis-à-vis des Pays-Bas. Il est expressément indiqué au paragraphe 2 de l'article 2 de la loi sur l'autonomie spéciale que «la province de Papouasie est en droit d'avoir des symboles régionaux tels que sa bannière célébrant sa grandeur et un symbole culturel célébrant la grandeur de l'identité papoue sous la forme d'un drapeau et d'un hymne régionaux, du moment que ceux-ci ne sont pas présentés comme des symboles de souveraineté».

12. La source avance que l'arrestation et la détention de M. Karma ont pour cause l'exercice de ses droits à la liberté d'expression, de réunion et d'association, tels qu'ils sont consacrés par les articles 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Bien que l'Indonésie ne soit devenue partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques qu'en février 2006, à savoir après le prononcé du jugement à l'encontre de M. Karma, la source argue que la détention qu'il subit depuis la date de l'adhésion en raison d'actes protégés par le Pacte constitue une violation de celui-ci, et plus précisément des articles 19, paragraphes 1 et 2, 21 et 22.

13. La source fait également valoir que les garanties minimales relevant du droit à un procès équitable dont M. Karma aurait dû bénéficier n'ont pas été respectées et que ces faits sont d'une gravité telle que sa privation de liberté est arbitraire. Mention est faite de certaines déclarations attribuées au juge de première instance, qui seraient contraires à l'impartialité judiciaire telle qu'elle est définie à l'article 158 du Code pénal indonésien. Le juge aurait formulé des remarques humiliantes à l'encontre de M. Karma et de ses conseils, comme «donnez un coup sur la tête de Filep s'il n'est pas sage» et «ne me parlez pas de votre dieu ici; votre dieu est mort depuis longtemps» (voir dossier pénal n° 04/Pid.B/2005/PN-JPR, témoignage de Filep Karma, mémoire en défense des conseillers juridiques du défendeur, au nom de Filep Karma, p. 7; mémoire en appel des conseillers juridiques du défendeur, au nom de Filep Karma, p. 4 à 6). Les conseils de M. Karma ont soulevé un vice de procédure fondé sur la partialité du juge; ils ont été déboutés. C'est également en vain que la défense a argumenté que M. Karma avait été injustement privé des conseils de ses avocats, en violation des articles 54 et 198, paragraphe 2, du Code de procédure pénale. En effet, la procédure devant le tribunal de première instance s'est ouverte le 10 mai 2005, sans que les avocats de M. Karma aient été prévenus suffisamment à l'avance.

14. D'après les informations reçues, M. Karma aurait été injustement privé de son droit de recours contre la condamnation et la peine prononcées par le tribunal de première instance. Selon la source, M. Karma aurait été débouté en appel parce que la juridiction de première instance n'aurait pas communiqué son dossier à la Haute Cour. Toujours selon la source, la Cour suprême indonésienne n'aurait pas réparé cette violation des articles 67 et 244 du Code de procédure pénale indonésien, qui garantit le droit de recours d'un défendeur. Dans ce contexte, la source avance que les normes internationales minimales relevant du droit à un procès équitable n'ont pas été respectées.

15. M. Karma souffre de problèmes à la prostate pour lesquels il a récemment subi une opération; il est également blessé aux jambes et au dos et souffre de problèmes respiratoires chroniques. La source constate que son état de santé s'est détérioré en détention. Ces

problèmes se seraient aggravés en 2009. En octobre 2009, des médecins de l'hôpital de Dok Dua, autorisés à voir M. Karma, ont recommandé aux responsables pénitentiaires d'Abepura de l'envoyer immédiatement à Djakarta pour une opération urologique. Ce n'est qu'en juillet 2010 que M. Karma a été transféré à un hôpital de Djakarta pour consultation et opération. Son état de santé s'est encore aggravé à la suite d'une tentative de fuite, le 3 décembre 2010, d'un certain nombre de détenus de la prison d'Abepura. Des codétenus ont demandé à M. Karma de les représenter lors des négociations avec les responsables de la prison afin d'éviter d'autres actes de violence. Peu après, M. Karma a été transféré au poste de police de Jayapura où les conditions de vie déplorables (alimentation déficiente et présence de rats, notamment) ont contribué à l'aggravation de son état de santé. Le 7 mars 2011, M. Karma a été renvoyé à la prison d'Abepura. En raison du refus initial et du retard du transfert pour raisons médicales en dépit des recommandations des médecins, la source soutient que les autorités indonésiennes ont enfreint l'article 22, paragraphe 2, de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus. Cette disposition prévoit que «pour les malades qui ont besoin de soins spéciaux, il faut prévoir le transfert vers des établissements pénitentiaires spécialisés ou vers des hôpitaux civils».

#### *Réponse du Gouvernement*

16. Le Groupe de travail a adressé sa communication au Gouvernement le 6 juin 2011 et regrette que celui-ci n'ait pas fourni les informations demandées. Le Groupe de travail aurait apprécié la coopération du Gouvernement.

#### **Délibération**

17. Conformément à ses méthodes de travail révisées, le Groupe de travail est en mesure de rendre son avis sur la base des informations reçues.

18. La situation dont est saisi le Groupe de travail est celle de la détention de M. Karma, en particulier la deuxième période qui a commencé en 2004. La première question est celle de savoir si cette deuxième période résulte d'un jugement ou d'une peine prononcés à l'encontre de M. Karma en raison de l'exercice de son droit à la liberté d'expression, de réunion et d'association. La seconde est celle de savoir si le droit à un procès équitable dont jouit M. Karma a été respecté.

19. Le Groupe de travail, dans le rapport rédigé en 1999 suite à sa mission en Indonésie, avait examiné la première détention de l'intéressé et ses circonstances (voir E/CN.4/2000/4/Add.2). Il avait déclaré:

«[63.] Un autre groupe de personnes est en attente de jugement, à Biak, à la suite d'une cérémonie de lever de drapeau. La manifestation avait eu lieu en juillet 1998 et avait été dispersée par les forces de sécurité. Du 2 au 6 juillet 1998, des manifestations s'étaient déroulées au centre de santé communautaire situé à proximité du port de Biak. Sous la conduite de Filip Jakob Samuel Karma, fonctionnaire de l'administration régionale, un rassemblement s'était formé pour demander l'indépendance de la province. À l'aube du 6 juillet 1998, l'armée avait ouvert le feu sur des centaines de manifestants non armés et plus d'une centaine avaient été conduits au poste de police. La plupart d'entre eux avaient été remis en liberté rapidement. Les personnes qui sont en attente de jugement actuellement ont été arrêtées sans mandat; toutes ont été accusées de violation de l'article 106 du Code pénal et beaucoup doivent répondre de chefs d'accusation subsidiaires au titre de l'article 154. L'armée a participé à l'arrestation de ces personnes, dont beaucoup ont été interrogées hors de la présence d'un représentant légal.

[64.] Au vu des renseignements qui leur ont été communiqués, les membres de la délégation estiment que la majorité des personnes poursuivies à la suite des cérémonies symboliques de lever de drapeau ont été arrêtées pour avoir, le plus

souvent, exprimé leurs convictions de manière pacifique, et que leur détention est arbitraire au sens de la catégorie II des méthodes de travail du Groupe de travail.».

20. Le Groupe de travail a également exprimé des préoccupations à l'égard des dispositions du Code pénal touchant à la sécurité nationale:

«[50.] Les dispositions pertinentes sont regroupées dans quatre chapitres du livre II du Code pénal et portent sur les questions suivantes: Atteintes à la sûreté de l'État (chap. I, art. 104 à 129); Outrage au Président et au Vice-Président (chap. II, art. 130 à 139); Atteintes à l'ordre public (chap. V, art. 154 à 181); Atteintes à l'autorité publique (chap. VIII, art. 207 à 241). La plupart de ces dispositions sont rédigées dans des termes si vagues et si généraux notamment en ce qui concerne l'élément intentionnel du délit, qu'elles peuvent être invoquées de manière arbitraire pour restreindre la liberté d'opinion, d'expression, de réunion et d'association. Elles peuvent être invoquées notamment à l'encontre de la presse, des opposants politiques qui usent de moyens pacifiques et des syndicats, comme cela a souvent été le cas sous les régimes précédents.

[51.] À cet égard, les articles 154 à 157 (dont certaines dispositions remontent à l'époque coloniale) qui qualifient de délit les actes qui sont "l'expression de sentiments d'hostilité, de haine ou de mépris à l'égard du Gouvernement indonésien" (art. 154) méritent d'être mis en lumière. Il en va de même de l'article 137 (crime de lèse-majesté) qui porte sur les outrages au Président et au Vice-Président. Ces dispositions ont souvent été invoquées en vue de neutraliser ou d'intimider l'opposition politique ou les membres des syndicats. La majorité des personnes qui ont été arrêtées et jugées en vertu de ces articles du Code pénal sous le régime du Président Soeharto sont aujourd'hui en liberté. Mais ces textes sont toujours en vigueur et les risques qu'il soit procédé à des détentions arbitraires resteront grands tant qu'elles n'auront pas été abrogées, ou modifiées de façon à être rendues conformes aux normes internationales garantissant la liberté d'opinion et d'expression.».

21. Le Groupe de travail se réfère également à l'Observation générale n° 29 (2001) du Comité des droits de l'homme sur les états d'urgence, dans laquelle le Comité indique que toute dérogation justifiée par la sécurité nationale doit être conforme aux principes de proportionnalité et de nécessité: «le simple fait qu'une dérogation admise à une disposition spécifique puisse être en soi exigée par les circonstances ne dispense pas de montrer également que les mesures spécifiques prises conformément à cette dérogation sont dictées par les nécessités de la situation» (CCPR/C/21/Rev.1/Add.11, par. 4). Le Groupe de travail s'est également inspiré des Principes de Johannesburg de 1995 relatifs à la sécurité nationale, à la liberté d'expression et à l'accès à l'information, où sont exposés les principes applicables à l'exception de sécurité nationale.

22. Le Groupe de travail formule quelques brèves observations sur l'application *ratione temporis* du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et l'adhésion de l'Indonésie à cet instrument en 2006, après la condamnation de M. Karma. Selon le Pacte, une détention arbitraire conserve toujours son caractère arbitraire et doit cesser même si le prononcé de la peine est antérieur à son entrée en vigueur, après adhésion ou ratification. Le Groupe de travail précise qu'aucune des questions soulevées dans le présent avis ne serait traitée différemment si elle l'était au regard du droit international coutumier.

23. La question suivante est celle de la légalité. La détention doit être conforme à la loi. La source soutient que la peine en question est contraire au droit indonésien. Elle fait valoir un arrêt de la Cour constitutionnelle indonésienne dans lequel celle-ci a jugé les articles 154 et 155 du Code pénal – sur la base desquels M. Karma a été accusé – anticonstitutionnels et dépourvus d'effets juridiques (voir la décision n° 6/PUU-V/2007, du 17 juillet 2007). La

source cite également les dispositions pertinentes de la Constitution indonésienne. Elle apporte des arguments solides laissant penser que la détention ne serait pas conforme au droit indonésien. Dans la mesure où il est manifeste que la détention a lieu en violation directe des obligations de l'Indonésie en matière de droits de l'homme fondamentaux, le Groupe de travail n'a pas à se prononcer sur la question de sa conformité au droit indonésien.

24. En l'espèce, la première des deux principales questions qui se posent est celle de savoir si la privation de liberté est arbitraire dans la mesure où elle résulterait de l'exercice des droits et libertés prévus par les articles 19 (liberté d'opinion et d'expression) et 20 (droit de réunion pacifique et liberté d'association) de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que les articles 19 (liberté d'opinion et d'expression), 21 (droit de réunion pacifique) et 22 (liberté d'association) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. La source a établi *prima facie* que la détention de M. Karma est due à sa participation à une cérémonie pacifique de lever de drapeau et a lieu en violation de ses droits décrits plus haut. Le Groupe de travail a prié le Gouvernement de lui fournir des informations détaillées sur la situation actuelle de M. Karma et de préciser les dispositions juridiques qui justifieraient son maintien en détention. En l'absence de telles informations, le Groupe de travail doit formuler son avis sur la base du dossier établi *prima facie* par la source. La détention arbitraire en question relève de la catégorie II des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

25. La seconde question principale qui se pose est celle de savoir s'il y a une violation du droit à un procès équitable (art. 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et art. 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques) d'une gravité telle que la détention présente un caractère arbitraire. La source a établi *prima facie* que le droit de recours de M. Karma a été restreint. Le Groupe de travail renvoie également à l'examen qu'il a fait dans son rapport de 1999 cité plus haut de la sédition et des atteintes à l'ordre public pour lesquelles M. Karma a été condamné. Le Groupe de travail y relève que «la plupart de ces dispositions sont rédigées dans des termes si vagues et si généraux notamment en ce qui concerne l'élément intentionnel du délit, qu'elles peuvent être invoquées de manière arbitraire pour restreindre la liberté d'opinion, d'expression, de réunion et d'association. Elles peuvent être invoquées notamment à l'encontre de la presse, des opposants politiques qui usent de moyens pacifiques et des syndicats, comme cela a souvent été le cas sous les régimes précédents». Il y souligne aussi pour finir que «les risques qu'il soit procédé à des détentions arbitraires resteront grands tant qu'elles n'auront pas été abrogées ou modifiées de façon à être rendues conformes aux normes internationales garantissant la liberté d'opinion et d'expression». Il ressort des informations dont dispose le Groupe de travail que le procès et la condamnation de M. Karma sur la base des dispositions susmentionnées est également contraire aux articles 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Sa détention arbitraire relève de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

26. Le Groupe de travail rappelle à l'Indonésie son devoir de se conformer aux obligations internationales qui sont les siennes en matière de droits de l'homme et qui consistent à ne pas soumettre qui que ce soit à une détention arbitraire, à libérer les personnes détenues arbitrairement et à leur apporter réparation. Le devoir de se conformer au droit international des droits de l'homme pèse sur le Gouvernement mais également sur tous les représentants de l'État, y compris les juges, les agents de police et de sécurité et les fonctionnaires pénitentiaires compétents.

**Avis et recommandations**

27. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de M. Karma est arbitraire et contraire aux articles 9, 10, 11, 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 9, 14, 19, 21 et 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Elle relève des catégories II et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

28. Le Groupe de travail demande au Gouvernement indonésien de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation, notamment en libérant immédiatement M. Karma et en lui apportant une réparation appropriée.

*[Adopté le 2 septembre 2011]*

---